

Argentine

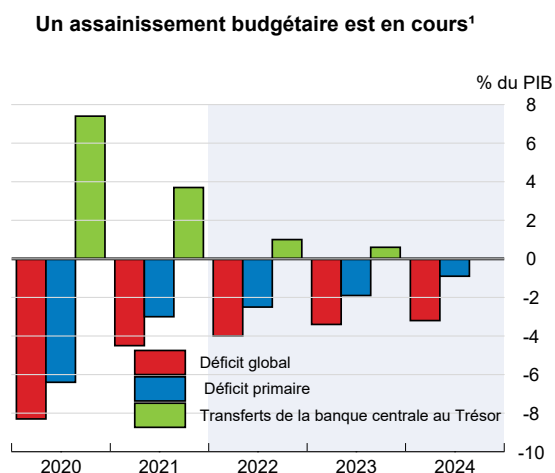
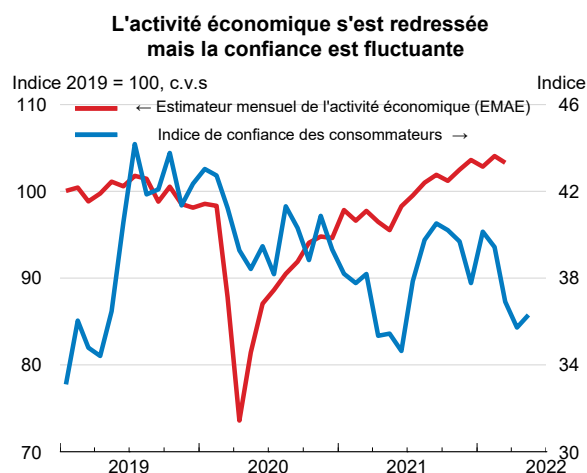
Après un vif rebond au second semestre de 2021, le PIB devrait croître de 3.6 % en 2022, puis de 1.9 % en 2023. L'accord récemment conclu avec les créanciers extérieurs réduira l'incertitude liée à l'action publique et facilitera la résorption de déséquilibres macroéconomiques dont le pays pâtit depuis longtemps. L'inflation annuelle s'est hissée à 58 %. L'inflation est en grande partie le résultat de facteurs internes, étant donné que les prix intérieurs de produits essentiels sont décorrélés de la conjoncture mondiale. En outre, le contrôle des changes, la faiblesse des réserves internationales et la marge de manœuvre budgétaire limitée dont disposent les autorités maintiennent un niveau de risque élevé, ce qui pèsera sur l'investissement en 2022 et 2023.

L'assainissement progressif des finances publiques vise à combler le déficit primaire d'ici à 2025. La limitation du financement par création monétaire atténuera les tensions inflationnistes, tandis que la hausse des taux d'intérêt argentins permettra de renforcer la mobilisation du marché national des capitaux et de réduire l'écart entre les taux de change officiel et parallèle. Il est possible d'améliorer considérablement l'efficacité des dépenses publiques, notamment en modifiant les subventions à l'énergie et les exonérations fiscales mal ciblées.

L'économie s'est bien redressée

Après un rebond vigoureux, l'activité a dépassé son niveau d'avant la pandémie à la mi-2021. La croissance a ralenti au début de 2022 sur fond de multiplication des cas de COVID-19 et de recul de la confiance des consommateurs, bien que d'autres indicateurs à court terme se soient avérés plus contrastés. L'emploi s'est pleinement remis des effets de la pandémie et le chômage est en repli, mais les salaires réels demeurent inférieurs à leur niveau de 2019. Sur fond de désancreage des anticipations d'inflation, celle-ci est montée à 58 % et pèse sur les dépenses de consommation. Les liens commerciaux de l'Argentine avec la Russie et l'Ukraine sont minimes, mais l'évolution des prix au niveau mondial a des répercussions dans le pays. Les exportations de denrées alimentaires bénéficient pour le moment de la hausse des prix mondiaux, mais l'augmentation du coût des importations d'énergie, notamment de gaz naturel, alourdit encore le coût des subventions à l'énergie, étant donné que les prix de produits énergétiques essentiels sont réglementés et donc décorrélés des prix de marché.

Argentine



1. À partir de 2022, les données correspondent aux objectifs adoptés dans le cadre de l'accord conclu entre le Fonds monétaire international (FMI) et l'Argentine au titre du mécanisme élargi de crédit.

Source : CEIC ; Université Di Tella ; Institut national de statistique et de recensement (INDEC, Instituto Nacional de Estadística y Censos) ; et rapport des services du FMI sur l'Argentine pour les consultations au titre de l'article IV, mars 2022.

Argentine : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de ARS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2004)				
Argentine						
PIB aux prix du marché	14 744.8	-2.0	-9.9	10.3	3.6	1.9
Consommation privée	10 243.2	-7.3	-13.8	10.2	4.1	2.1
Consommation publique	2 330.4	-1.2	-3.3	7.8	3.6	-0.4
Formation brute de capital fixe	2 248.7	-15.9	-12.9	32.9	4.5	1.8
Demande intérieure finale	14 822.4	-7.7	-12.2	12.9	4.1	1.6
Variation des stocks ¹	200.9	-0.7	1.8	0.4	0.3	0.0
Demande intérieure totale	15 023.4	-8.7	-10.1	13.0	4.2	1.7
Exportations de biens et services	2 128.7	9.1	-17.3	9.0	7.4	4.1
Importations de biens et services	2 407.2	-19.0	-17.9	21.5	9.8	2.9
Exportations nettes ¹	- 278.6	4.4	-0.5	-1.4	-0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	50.9	39.9	54.1	51.4	43.1
Indice des prix à la consommation	—	54.4	40.4	48.8	60.1	50.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.6	0.7	1.4	1.0	1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/o9bp62>

Le resserrement progressif des politiques budgétaire et monétaire atténuera les déséquilibres macroéconomiques

L'accord récemment conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) a réduit l'incertitude qui entoure les politiques macroéconomiques à court terme. Le déficit budgétaire global devrait diminuer de 0.5 point de PIB en 2022, dans le cadre d'un effort d'assainissement représentant au total 2.1 points de PIB sur la période 2022-24. Les transferts de la banque centrale au Trésor devraient diminuer de 2.7 points de PIB en 2022, ce qui contribuera à réduire l'une des principales sources de tensions inflationnistes. Le respect des objectifs budgétaires dépendra de la capacité des pouvoirs publics à réduire les subventions à l'énergie dans le Grand Buenos Aires, qui représentent 2.3 % du PIB. En effet, dans cette agglomération, les prix de détail réglementés acquittés par de nombreux ménages et petites entreprises couvrent moins de la moitié des coûts. Étant donné que l'ajustement de la plupart des prix réglementés ne compense pas l'inflation, la hausse des prix à l'importation du gaz naturel fait augmenter le coût des subventions. S'agissant de la politique monétaire, le taux directeur a été relevé à cinq reprises au début de 2022 et devrait l'être à nouveau de façon que les taux d'intérêt réels soient positifs, sachant que les marchés financiers intérieurs, peu développés, joueront un rôle croissant dans le financement du déficit budgétaire. À court terme, pour permettre le refinancement continu de la dette libellée en pesos argentins, il sera nécessaire de maintenir un strict contrôle des changes, ce qui pénalisera la croissance. L'application du régime de parité mobile soulève un problème d'arbitrage délicat entre deux objectifs : préserver la compétitivité des exportations afin de conserver un excédent commercial et de favoriser l'accumulation de réserves, d'une part, et limiter les tensions inflationnistes, d'autre part.

La croissance ralentit à court terme sur fond de risques considérables

En l'absence de réformes plus ambitieuses, la situation macroéconomique intérieure difficile limitera les perspectives de croissance à court terme. La forte inflation pèse lourdement sur la consommation et l'investissement, et une accélération de l'inflation constitue un risque majeur, compte tenu de l'absence de point d'ancrage nominal des anticipations. Il est probable que les prix réglementés soient bientôt relevés, ce qui alimenterait les tensions inflationnistes en 2022. Des négociations salariales sont en cours dans des secteurs clés, mais elles laissent présager une accentuation des tensions salariales et des ajustements plus fréquents dans l'avenir. La croissance de la consommation privée demeurera modérée en 2022, avant de s'accroître en 2023, parallèlement au raffermissement de la confiance dans le programme de stabilisation macroéconomique. L'investissement devrait rester faible durant les deux années considérées, en raison de la précarité persistante de la situation macroéconomique. Les exportations demeureront vigoureuses sur fond de cherté des matières premières, tandis que les restrictions de change continueront de limiter considérablement les importations. Des chocs extérieurs, liés notamment à la hausse des prix et des taux d'intérêt au niveau mondial, pourraient provoquer un ajustement désordonné marqué par une nouvelle dépréciation du peso argentin, une spirale inflationniste et un non-respect des objectifs budgétaires actuels. À l'inverse, un renforcement de la demande d'exportations argentines pourrait dynamiser la croissance et les entrées de devises, réduisant ainsi la pression exercée sur le taux de change.

Des réformes plus ambitieuses pourraient réduire les risques et stimuler la croissance

Un ajustement budgétaire concentré davantage en début de période, prenant principalement la forme de gains d'efficacité des dépenses publiques, atténuerait les tensions et les déséquilibres macroéconomiques et réduirait les risques. À l'inverse, il conviendrait de préserver voire d'accroître les dépenses sociales judicieusement ciblées, en particulier les transferts monétaires destinés aux ménages pauvres et vulnérables. L'élargissement des bases d'imposition, notamment de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et la révision des régimes spéciaux d'imposition et de retraite pourraient également améliorer la situation budgétaire et l'équité. L'amélioration de la productivité et de l'innovation passe par un renforcement de la concurrence intérieure et extérieure ainsi que de l'entrepreneuriat, grâce à une réduction des contraintes réglementaires et des obstacles aux échanges. Les investissements en cours dans la production de pétrole et de gaz amélioreront la sécurité énergétique. En outre, l'Argentine pourrait réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles en investissant davantage dans l'hydroélectricité, puisque 20 % seulement du potentiel de production sont exploités. Il est également possible de renforcer considérablement la production d'énergie éolienne et solaire dans le pays.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Argentine », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b31b20cf-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.